

UN FUTUR FEMINISTE

L'éthique du soin au service des personnes, de la justice et des droits

Face à la pandémie de COVID-19, les communautés du monde entier tentent de répondre à une multitude de questions : « Comment en sommes-nous arrivé-e-s là ? », « À quoi s'attendre après le COVID-19 ? » ou encore « Quel type de société voulons-nous construire après ce choc mondial ? ». La nature de cette pandémie a été si inhabituelle que, pour trouver une réponse à ces questions, nous devons sortir des sentiers battus.

Ce rapport rassemble les réflexions des membres de la communauté de justice de genre d'Oxfam et mobilise notre pensée féministe afin de déterminer les conditions pour un futur plus solidaire et d'expliquer à quoi cela ressemblerait et comment parvenir à concrétiser cette vision. Par humilité et de manière intentionnelle, le présent rapport ne représente pas les positions politiques d'Oxfam. Il s'agit plutôt d'un document promouvant la discussion et d'un exercice de réflexion visant à dépeindre diverses possibilités. Les auteur-e-s espèrent que les questions émergent de cette réflexion contribueront à la conversation générale que nous souhaitons avoir avec nos allié-e-s et partenaires, et avec les communautés du monde entier.

Notre travail de réflexion se base sur trois défis pressants en matière de justice de genre : la justice sociale, l'urgence climatique et le modèle économique actuel. Il les aborde sous l'angle de l'éthique du soin (ou éthique du *care*) et des inégalités. Nous avons pour objectif de garantir la justice sociale et les droits humains universels en imaginant une approche différente de l'organisation sociale, centrée sur le droit d'accès aux soins, dans un environnement où la thématique des soins influence les conversations et les mesures politiques. En revoyant notre manière d'envisager et d'organiser le travail de soin, nous pourrions modifier les normes et structures qui ont été sources d'exclusion, de discrimination et de marginalisation pour les femmes, les personnes noires, autochtones, non blanches, LGBTQIA+ et pauvres, et d'autres groupes. Selon nous, mettre le soin au cœur de notre éthique et de nos politiques pourrait nous aider à aborder des aspects des inégalités qui ne sont pas souvent pris en compte dans les

Documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou commentaires à propos de ce documents, contactez advocacy@oxfaminternational.org



politiques et le travail des institutions. Cela favoriserait le bien-être, la cohésion sociale et la confiance.

Certaines des tendances qui émergent autour de nous nous inspirent particulièrement, et nous pensons que les pistes de réflexion proposées dans le présent rapport ont un intérêt pour toutes les communautés, dirigeant-e-s et institutions qui souhaitent aller de l'avant.

Il est grand temps de changer la donne ; nous ne pouvons plus faire marche arrière.

TABLE DE MATIÈRES

1	Nous ne pouvons plus faire marche arrière	4
	Des solutions pour avancer.....	5
2	Le travail de soin au service de la justice sociale et des droits humains	7
	La distribution inégale du travail de soin non rémunéré.....	7
	Des soins fournis dans l'ombre de la violence	8
	Pour des sociétés adoptant une éthique du soin	9
	Comment y arriver ?.....	10
3	Prendre soin de la planète	12
	Les disparités entre les genres dans la préservation de l'environnement.....	12
	L'exploitation des ressources naturelles	13
	Les inégalités au niveau des responsabilités et des impacts de l'urgence climatique	13
	Assurer la préservation de l'environnement.....	14
4	Prendre soin de la majorité grâce à une nouvelle pensée économique.....	15
	D'autres modèles économiques basés sur le soin	16
	Les obstacles au changement	16
	La transformation pendant la relance qui succédera au coronavirus.....	17
5	Comment avancer : soins, justice sociale et droits humains pour toutes et tous	19
	Notes.....	21

1 NOUS NE POUVONS PLUS FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE

La pandémie de COVID-19 a des effets dévastateurs dans le monde entier. Si le taux de mortalité semble plus élevé chez les hommes¹, les femmes et les filles font face à des complications secondaires du fait que la pandémie a renforcé les inégalités entre les genres. Des personnes à l'intersection de plusieurs groupes vulnérables, comme les personnes déplacées, prises au piège de la pauvreté, non blanches et LGBTQIA+, ont été affaiblies par des décennies d'exclusion, d'oppression et d'exploitation structurelles. Ces groupes sont de ce fait affectés de manière disproportionnée par la crise actuelle (voir encadré 1).

Encadré 1. L'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les communautés marginalisées

Au cours des premiers mois de la pandémie et des confinements imposés :

- Au Mexique, selon les données officielles, on a remarqué une augmentation progressive du taux de violences faites aux femmes dans le contexte du COVID-19. Entre le mois de février et la mi-avril, le nombre de femmes assassinées (367) était supérieur au nombre de femmes ayant succombé au COVID-19².
- À São Paulo, au Brésil, les communautés noires sont 62 % plus susceptibles de mourir du COVID-19 que les communautés blanches³.
- En Colombie, les organisations de la société civile souhaitent montrer que le COVID-19 exacerbe la vulnérabilité des défenseur-e-s des droits humains. Ces derniers mois, 28 activistes et défenseur-e-s des droits humains ont été assassiné-e-s⁴.
- Profitant de la distraction causée par la pandémie, le Parlement hongrois a mis fin à la reconnaissance juridique des personnes transgenres et/ou intersexes⁵.
- Près de 30 % des personnes LGBTQIA+ aux États-Unis ont constaté une diminution de leurs heures de travail pendant le COVID-19, contre 22 % pour le reste de la population⁶.
- Après mars 2020, une enquête téléphonique réalisée par l'ASAM (Association for Solidarity with Asylum Seekers and Migrants) montre que les réfugié-e-s interrogé-e-s en Turquie ont eu des difficultés à accéder à des denrées alimentaires (63 %) et à des produits d'hygiène (53 %) pendant la crise du COVID-19. Le chômage est passé de 18 % à 88 % chez les personnes interrogées en raison des précautions prises pour endiguer la pandémie. La main-d'œuvre à bas salaire est un groupe qui a vu le taux de chômage et de pauvreté croître de manière disproportionnée, car il était impossible pour ces personnes de faire du télétravail⁷.

Comme le montrent les exemples susmentionnés, la pandémie mondiale semble avoir exacerbé les violations des droits humains et économiques de communautés marginalisées depuis longtemps, et entravé la dénonciation de ces violations par la société civile.

Le rapport *Celles qui comptent* d'Oxfam traite du fait que, dans notre système économique les devoirs, droits et privilèges, mais aussi les ressources, espaces et rôles sociaux, ne sont pas répartis équitablement et justement⁸. Ce document de discussion avance l'idée que le contexte du COVID-19 a creusé l'écart entre extrême pauvreté et grande fortune, du fait des actions dans certains domaines et de l'inaction dans d'autres domaines des responsables politiques. Aux États-Unis, par exemple, les mesures de stimulation de l'économie profitent encore une fois aux grandes entreprises⁹. De la même manière, au Mexique, les politiques d'austérité agressives imposent des coupes budgétaires sur les services sociaux, qui affectent surtout les services essentiels pour les femmes et les peuples autochtones¹⁰. De même, l'approche passive des responsables politiques au Nicaragua a facilité la propagation d'informations trompeuses, risquant de ce fait d'empêcher les personnes d'accéder à des ressources qui

pourraient sauver des vies¹¹. En Slovaquie, la période d'urgence a été utilisée pour restreindre l'accès aux services de soins de santé sexuelle et reproductive¹².

Dans plusieurs pays, pendant la pandémie, le choix affiché pour les économies capitalistes a été justifié par les personnes qui occupent les cercles de pouvoir par des discours guerriers et un langage incitant à l'action autoritaire et donnant de la légitimité à des mesures draconiennes¹³, avec en parallèle (du moins en Inde) une stigmatisation des patient-e-s et la déstabilisation des systèmes de santé¹⁴. Au Brésil, en Chine, en Inde, aux Philippines, en Russie et aux États-Unis, les dirigeants autoritaires ou populistes, caractérisés par leur gestion machiste basée sur une hiérarchie stricte¹⁵, ont d'abord ignoré, minimisé et politisé la crise du COVID-19, mettant en danger le bien-être collectif¹⁶¹⁷. Les exemples de ce procédé sont nombreux. Ces politiques et approches, adoptées dans le contexte du COVID-19, semblent donner plus d'importance à la croissance économique et à la consommation de masse qu'au bien-être des personnes, à la promotion de la justice sociale dans les communautés et à la protection de l'environnement.

Les effets désastreux de ces politiques axées sur la croissance économique plutôt que sur le bien-être des personnes se sont fait sentir en quelques mois seulement, que ce soit sur l'environnement, nos systèmes alimentaires, la santé collective, nos loisirs personnels, notre vie de famille, mais aussi nos libertés fondamentales.

Nous ne pouvons plus revenir en arrière.

DES SOLUTIONS POUR AVANCER

La pandémie nous a placé-e-s dans une situation critique, qui a mis en évidence les inégalités de nos systèmes actuels et nous donne l'opportunité de bousculer l'ordre établi qui est la norme depuis trop longtemps. Imaginer un futur féministe et travailler à sa concrétisation sera indispensable si nous souhaitons changer la donne, pendant la crise tout comme pour nous en relever, à son issue. Les choix que nous prenons aujourd'hui, que ce soit pour nous démarquer du passé ou pour continuer sur notre lancée, nous impacteront pendant des décennies, et même des générations.

Encadré 2. Activisme pendant la pandémie

En cette période de pandémie, de nombreuses communautés créent des réseaux pour assurer la disponibilité des biens et services de base et militent pour des réformes politiques dans les domaines où l'action des dirigeant-e-s n'a pas été concluante. À travers le monde, des millions de personnes ont créé des structures communautaires qui pourraient être les bases des futurs féministes socialement justes, inclusifs et modernes auxquels nous aspirons.

- En Iran, des quartiers se sont mobilisés spontanément lors d'actions d'aide mutuelles pour assurer l'accès à l'alimentation et aux soins de chacun et chacune¹⁸ ?
- Les jeunes activistes pour le climat ont saisi cette opportunité et ont adapté leurs actions pour militer pour des villes plus vertes, une baisse de la consommation, le rétablissement de la faune sauvage, et bien d'autres causes¹⁹.
- Les activistes ont interpellé les ultra-riches (qui continuent d'amasser des fortunes colossales sans pour autant s'acquitter de leurs obligations fiscales) et se sont également prononcé-e-s en faveur de plans de sauvetage des services publics²⁰.
- Aux États-Unis, en mai 2020, le mouvement Black Lives Matter s'est illustré par l'organisation de manifestations et protestations dans tous les États pour dénoncer le racisme institutionnel, la suprématie blanche et les violences policières, qui se sont faites plus évidentes pendant la pandémie.

Ce contexte exige une transformation radicale et le travail de soin doit être au cœur de la réponse au COVID-19 et du relèvement. Le soin ne se limite pas à un travail physique et émotionnel. Selon plusieurs auteur-e-s, comme Gilligan²¹, il repose également sur l'attention plus large portée au bien-être d'autrui et de soi-même.

Réorganiser la société pour la rendre plus juste, en valorisant et en reconnaissant le travail de soin, permettrait de donner une place centrale dans nos sociétés au respect des droits humains universels, comme le droit à l'alimentation, au logement, à la santé, à un revenu de base, à une opinion, à la non-discrimination et à une vie libérée de la violence (Glenn, 2000)²². Dans ce contexte marqué par un capitalisme, un racisme et un patriarcat profondément ancrés, nous pensons que rien n'est plus radical que de voir les populations et des sociétés entières prendre soin les un-e-s des autres, sans hésitation et de manière juste et équitable, et être encouragé-e-s à le faire. C'est là l'antithèse d'une intervention autoritaire, répressive et violente, et une condition pour parvenir à la justice sociale, au renforcement de la démocratie, à la paix et au bien-être individuel et collectif. Faire du travail de soin une valeur centrale de nos communautés locales et mondiales est un choix politique majeur.

En prenant soin les un-e-s des autres, nous pouvons redéfinir nos cultures²³, nos valeurs et nos pratiques et repenser les politiques pour assurer le bien-être de l'ensemble de la société et faire disparaître les inégalités à la base et les systèmes qui ont perpétué l'oppression de genre et raciale. Nous devons éliminer les normes néfastes en considérant que le travail de soin étaye toutes les formes de travail, et que les personnes qui en ont la charge depuis toujours (les femmes, et en particulier les personnes noires, issues de peuples autochtones, non-blanches, LGBTQIA+, pauvres ou les migrant-e-s) valent autant que les autres, et ne sont pas inférieures aux personnes qui bénéficient le plus de ce travail de soin, c'est-à-dire les hommes et les garçons, les personnes fortunées et les groupes d'origines dominantes. Il nous faut développer une voix collective, un pouvoir, des capacités de leadership et des pratiques empreintes de compassion et nous donnant la possibilité de changer la donne. Nous devons investir dans des économies inclusives et protéger les droits humains, en agissant avec équité et réciprocité et en adoptant des approches féministes et durables. Nous devons redéfinir la solidarité sociale en finançant la santé, l'éducation et la consolidation de la paix et en faisant respecter la justice fiscale pour garantir, protéger et renforcer les droits et les libertés des personnes.

Nous aspirons à la formation d'une communauté mondiale qui placera le travail de soin au cœur de son organisation sociale, politique et économique et qui recherche la justice sociale et garantisse le bien-être et les droits de toutes et tous. Les parties suivantes évoquent plus précisément trois défis urgents qu'il convient de relever pour y parvenir : la justice sociale (section 2), l'urgence climatique (section 3) et le modèle économique actuel (section 4). La section 5 étudie le rôle du travail de soin pour aller de l'avant.

2 LE TRAVAIL DE SOIN AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE ET DES DROITS HUMAINS

*« Saidiya Hartman affirme que "le travail de soin est un antidote à la violence". Si nous voulons nous distinguer des systèmes violents, nous devons inventer un monde qui repose sur le travail de soin. »
Meera Ghani, Climat, COVID-19 et soutien – Parcours féministes, 2020.*

LA DISTRIBUTION INEGALE DU TRAVAIL DE SOIN NON REMUNERE

Le travail de soin est un aspect essentiel de l'expérience d'un être humain, il est « indispensable pour nos sociétés et pour l'économie. Il regroupe des tâches diverses, de la garde d'enfants à l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie physique ou mentale, en passant par tout un éventail de tâches domestiques (cuisine, ménage, lessive, raccommodage, collecte d'eau et de bois de chauffage) »²⁴. Le travail de soin est essentiel au bon fonctionnement de nos sociétés et c'est ce qui rend possible toutes les autres activités professionnelles. Dans la plupart des pays, le travail de soin non rémunéré est en grande partie réalisé par des femmes et invisibilisé²⁵. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que les femmes consacrent en moyenne 3,2 fois plus de temps que les hommes au travail de soin non rémunéré et que la répartition du travail de soin non rémunéré n'est équitable entre femmes et hommes dans aucun pays²⁶. Selon Ai-Jen Poo, « le travail de soin est l'un de ceux qui impactent le plus nos vies. Pourtant, il est souvent invisible et sous-évalué »²⁷.

Les valeurs qui encouragent une répartition injuste du travail de soin font partie de la dynamique qui permet aux élites de capter une grande partie du travail de soin tout en le refusant à autrui ou en le rendant inaccessible pour les moins privilégié-e-s. Le travail de soin est fourni et reçu différemment selon le genre, la classe et les inégalités. Cela donne lieu à une industrie mondialisée²⁸ qui entretient les personnes riches et issues des groupes d'origines dominantes et qui exploite et dévalorise les personnes travaillant dans le secteur des soins²⁹. Même lorsque ce travail est rémunéré, les études montrent qu'il s'exerce dans des conditions problématiques, voire que cette main-d'œuvre est exploitée, au niveau local comme à l'échelle mondiale : ce secteur est marqué par l'asymétrie des relations entre employeurs et employé-e-s, la discrimination raciale et de genre et des problèmes associés au statut migratoire de groupes importants de travailleurs et travailleuses domestiques et du secteur des soins³⁰. Cela est également le cas pour les migrant-e-s, qui sont sur-représenté-e-s dans le secteur des soins informel et sont souvent exclu-e-s des filets de sécurité formels. Les millions de personnes qui s'acquittent du travail de soin, en particulier des femmes et des filles et des personnes pauvres occupant des postes précaires, ne devraient pas avoir à sacrifier leurs propres besoins et leur bien-être pour survivre dans notre système capitaliste. Nous traversons toutes et tous la même tempête, mais pas sur le même bateau.

Les études réalisées pour comprendre les impacts du travail de soin non rémunéré dans le contexte du COVID-19 ont montré que les confinements mis en place pour endiguer la pandémie ont accentué le stress lié aux responsabilités de travail de soin non rémunéré dans

les ménages, en particulier pour les femmes³¹, qui sont plus susceptibles d'absorber ces responsabilités, en raison de l'inaccessibilité des systèmes sociaux publics et privés qui fournissent les services de soin, tels que la garde d'enfant, l'éducation, les soins de santé primaire et l'accompagnement des personnes âgées³². Les nouvelles mesures restrictives prises dans le contexte du COVID-19 quant à l'accès aux services de soin ont exacerbé le caractère déjà inégal de la répartition du travail de soin, dont les coûts et responsabilités sont déterminés en privé, au sein des familles et des ménages. Par exemple, affirmer que « les économies sont à l'arrêt » pendant la pandémie invisibilise la contribution économique directe et indirecte du travail de soin pour la société dans son ensemble³³. Ces déclarations ne prennent également pas en compte les milliards de travailleurs et travailleuses sous-payé-e-s ou non rémunéré-e-s qui restent dans l'ombre, alors même qu'ils/elles font tourner l'économie et assurent l'équilibre de nos vies. Ces personnes nourrissent, soignent, soutiennent et s'occupent de communautés entières³⁴. Pour les auteur-e-s du présent rapport, ce manque de considération reflète à quel point le sexisme, la discrimination (basée sur la classe sociale ou d'autres caractéristiques) et le racisme institutionnalisés sont profondément ancrés dans nos systèmes actuels, et à quel point les politiques et débats sociaux et économiques excluent le travail de soin³⁵.

La pandémie a également attiré l'attention sur les attitudes sexistes problématiques profondément ancrées envers le travail de soin et les aidant-e-s. Par exemple, les études réalisées dans le monde entier ont mis en avant que, si les hommes font état d'une augmentation de leurs responsabilités en matière de travail domestique et de soin pendant la pandémie, les femmes déclarent toujours réaliser la majeure partie de ces tâches au sein du ménage³⁶. Les auteur-e-s considèrent que la faible part de travail de soin dont s'acquittent en moyenne les hommes au sein de leur ménage³⁷, malgré l'augmentation observée au cours de cette période particulière, n'est ni durable ni acceptable si nous souhaitons bâtir une société plus juste et inclusive. Au mieux, cela met en évidence des attitudes, normes et discours basés sur la division entre espace privé et espace public et entre travail productif et travail reproductif, les femmes étant perçues comme plus naturellement « altruistes » et « affectueuses »³⁸. D'un autre côté, ces attitudes maintiennent le privilège masculin, qui permet de justifier le fait que les hommes exercent un pouvoir sur³⁹ les membres de la famille et les ressources du ménage⁴⁰ et de renforcer le *statu quo* qui perpétue des rôles de genre et des modèles familiaux rigides : l'homme subvenant aux besoins de la famille nucléaire hétérosexuelle de classe moyenne⁴¹, actif dans l'espace public, et la femme assumant un rôle de soutien pour son foyer. Même si la division du travail traditionnelle est moins prévalente aujourd'hui dans certaines parties du monde, du fait que les femmes ont intégré le marché du travail formel et investi l'espace public, il reste encore beaucoup à faire pour que le travail de soin soit apprécié à sa juste valeur et que la distribution des responsabilités de soin entre femmes et hommes soit équitable.

Il est important de reconnaître que de plus en plus d'hommes réalisent l'importance du travail de soin, et que la nouvelle configuration du travail de soin non rémunéré due au COVID-19 pourrait avoir un impact sur les priorités des hommes. La structure sociale, les règles et les facteurs qui encouragent principalement les femmes à s'acquitter du travail de soin peuvent aussi entraver l'accès des hommes qui souhaitent s'impliquer dans ce domaine ce qui est le cas d'un nombre croissant de jeunes hommes, dans de nombreux pays. Les normes sociales rigides, hiérarchiques et patriarcales peuvent discréditer, exclure, opprimer et ridiculiser les hommes qui choisissent de se consacrer au travail de soin.

DES SOINS FOURNIS DANS L'OMBRE DE LA VIOLENCE

Pendant les confinements mis en place pour endiguer le COVID-19, la situation catastrophique des femmes confrontées à des violences perpétrées par des hommes s'est considérablement aggravée. Le nombre de victimes des violences basées sur le genre est en hausse. Selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), les violences contre les

femmes et les filles ont augmenté de 20 % et constituent selon l'agence onusienne « une pandémie fantôme »⁴². En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'augmentation est alarmante⁴³. ONU Femmes a signalé que la pandémie de COVID-19 affecte la santé mentale et émotionnelle des femmes de manière disproportionnée en Asie et dans le Pacifique en raison de l'augmentation du travail de soin non rémunéré ainsi que des menaces de violences et de l'anxiété qui en découle⁴⁴. Par ailleurs, le confinement et le stress socioéconomique liés au coronavirus ont également exacerbé d'autres formes de violences ancrées dans le patriarcat, tel que l'assassinat et le harcèlement d'activistes des droits humains ou la violence policière contre des communautés et des personnes vulnérables.

Dans la sphère domestique, les confinements ont créé un terrain favorable aux violences et à la discrimination, lesquelles sont ancrées dans des normes sociales liées à la performance des rôles de genre. Tandis que les confinements sont prolongés, ces rôles de genre se renforcent. D'un côté, la pression sociale exercée sur les femmes pour qu'elles remplissent leur rôle de genre en cuisinant, en faisant le ménage et en prenant soin des enfants, des personnes âgées et des malades, les expose à davantage de risques. Les femmes sont confrontées au risque de violence lorsque leur partenaire ou agresseur estime qu'elles ne remplissent pas convenablement leur rôle ni ne répondent à leurs attentes, voire lorsqu'elles donnent leur avis ou essaient de prendre des décisions concernant la vie du ménage. L'insécurité économique, le manque de mobilité et la perte de contrôle perçue par les hommes les poussent à recourir à la violence pour réaffirmer leur pouvoir et leur domination au sein du foyer, pendant que la société tolère ces violences comme faisant partie de la vie familiale en période de stress. Par conséquent, les violences domestiques, y compris de la part du partenaire intime ainsi que les violences à l'égard des enfants et de membres de la famille LGBTIQ+, sont en augmentation. Par ailleurs, il est plus que jamais difficile pour les personnes ayant été confrontées à des violences de demander de l'aide.

Étant donné la gravité de cette « pandémie fantôme » de violences basées sur le genre, il est nécessaire de collecter plus de données, d'étudier les liens entre les tendances dans le travail de soin et les violences basées sur le genre et d'analyser l'impact des violences sur les aidantes issues de populations traditionnellement sous-représentées, comme les personnes noires, les peuples autochtones, les personnes non-blanches et les personnes LGBTQIA+.

POUR DES SOCIÉTÉS ADOPTANT UNE ÉTHIQUE DU SOIN

À partir des analyses que nous avons menées sur le COVID-19 avec le prisme du travail de soin, nous soutenons que pour lutter contre les inégalités (y compris raciales, de classe, de genre ou liées à l'orientation sexuelle), il faut mettre le travail de soin au centre de nos valeurs, de nos politiques et de nos pratiques. Nous soutenons que la pandémie de COVID-19 a rendu le travail de soin plus visible et montré qu'il est *essentiel* aux droits individuels et au bien-être de la société. Le concept visant à bâtir des sociétés autour du travail de soin n'a rien de nouveau, ni de propre à ce rapport. Gilligan⁴⁵, Noddings⁴⁶, Held⁴⁷, Conradi⁴⁸ et Raghuram⁴⁹, entre autres, ont développé la réflexion sur la théorie de « l'éthique du *care* », une discussion en cours qui est riche, nuancée et de plus en plus pertinente pour la justice sociale et les droits humains. L'éthique du *care* est fondée sur une perception de la moralité et de la prise de décision qui considère le travail de soin comme une partie intégrante de la vie publique et privée : une responsabilité collective et sociale qui est partagée de manière égale et valorisée au sein d'une société. Elle est caractérisée par la volonté de prendre soin d'autrui et centrée sur les besoins, de nature holistique et contextuelle⁵⁰.

Encadré 3. L'éthique du *care*, un pont vers la justice sociale et les droits sociaux

Prendre soin des autres commence par se soucier de leur bien-être. Traditionnellement, cela est associé au soin pratique fourni par la plupart des personnes à leurs enfants afin de les voir s'épanouir, dans le contexte d'une relation de longue durée, et pas seulement par devoir.

L'éthique du *care* est une théorie relativement récente fondée sur l'idée selon laquelle les personnes, au-delà de nos proches, sont des êtres sociaux connectés et interdépendants. Ce constat signifie que les soins reconnus et applaudis dans les sphères dites privées et les relations intimes peuvent être étendus à la communauté dans son ensemble et à la planète. Pour bâtir une société adoptant une éthique du *care*, une transformation de nos vies personnelles et collectives est nécessaire, à la faveur de la promotion des valeurs de sollicitude et de réciprocité. Ces valeurs bousculeraient les valeurs actuelles associées à la concurrence, aux inégalités de pouvoir et hiérarchiques liées au genre, à la couleur de peau, à la classe sociale, à la nationalité et à d'autres facteurs de discrimination, et qui sont reproduites intentionnellement ou non par les marchés, les politiques, les institutions et les lois.

La conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans des domaines tels que l'économie, la migration, le logement ou la protection de l'environnement prendraient une forme différente si les besoins des personnes concernées étaient placés en leur centre. L'éthique du *care* ne fait pas abstraction des principes de justice, d'égalité et d'équité, ni des lois et des droits. Au lieu de cela, elle repose sur le principe selon lequel tenir compte des besoins des personnes et des groupes concernés fera la promotion de la justice et des droits sans les entraver.

COMMENT Y ARRIVER ?

Se centrer sur le soin peut favoriser l'avènement d'un monde orienté davantage sur les droits, plus féministe et caractérisé par plus de justice entre les genres. En l'absence de protections sociales et de garanties en matière de droits humains, de nombreux groupes ont résisté à l'oppression, à l'exclusion et à la marginalisation en prenant soin les uns des autres. En 1977, les membres de l'organisation Combahee River Collective déclarent : « (...) les seules personnes qui s'intéressent suffisamment à nous pour travailler de manière consistante pour notre libération, c'est nous-mêmes » et que leur politique naît par conséquent d'un « sain amour » pour leur communauté⁵¹. La marginalisation collective a défini la politique de résistance de nombreux groupes, mais les mouvements politiques dépendent toujours du bien-être de leurs membres pour atteindre leurs objectifs. Le soin est, et sera toujours, un élément politique nécessaire par le biais duquel travailler jusqu'à obtenir la justice entre les genres et intersectionnelle.

Bâtir une société autour du soin demande de remettre en question les idées reçues et de transformer les structures et modèles actuels. Une transformation collective demandera de repenser les normes ancrées et la perception du principe de soin. C'est pourquoi une éthique du soin constitue une position morale, un principe d'organisation et un mécanisme permettant d'atteindre la justice sociale, le respect des droits humains universels et le bien-être individuel et collectif.

Traduire une telle éthique en des soins socialisés et une « politique du soin » repositionnerait le soin en tant que responsabilité indispensable partagée entre les acteurs publics et privés, et ce indifféremment du genre, de la couleur de peau ou des revenus au sein d'un réseau construit sur la réciprocité et l'interdépendance. Le soin est une pratique relationnelle qui façonne activement les individus et la société. Il est responsable du bien-être et alimente des

économies. Toutefois, dans des conditions socioéconomiques inégales et injustes, il ne profite pas à tout le monde de la même façon. Les femmes et les filles évoluent dans une société qui leur attribue la responsabilité du soin sans aucun soutien aux niveaux sociétal et gouvernemental, pendant que les enfants et les adultes en situation de pauvreté et de vulnérabilité n'ont souvent pas accès aux soins dont ils et elles ont besoin.

Si l'on veut construire un futur féministe qui prend soin de tout le monde et fait la promotion de la justice et des droits, il faut éliminer la violence de toute urgence. Les auteur-e-s du présent document souhaitent voir des communautés se construire autour de l'engagement envers une nouvelle politique du soin, en allant au-delà d'une simple condamnation de la violence : des soins par tout le monde, pour tout le monde. Comme le suggère Held, une société solidaire transformerait fondamentalement les structures sociales oppressantes qui sont à l'origine de la misère et de la violence accrue pour un grand nombre de personnes dans le monde⁵². Dans un futur féministe, la fin des violences basées sur le genre et domestiques et des violences structurelles demande l'omniprésence du soin.

Encadré 4. Le soin, la justice sociale et les droits humains : des solutions pour avancer

Une société tournée vers le soin ne doit pas baser son organisation sur les privilèges et les avantages non mérités qui alimentent les inégalités actuelles en matière de pouvoir et de hiérarchie. Elle doit au contraire être fondée sur une politique du soin qui reconnaît et privilégie la réciprocité et l'interdépendance.

- Nos sociétés doivent adopter un cadre du soin centré sur le partage de la responsabilité sociale entre acteurs privés et publics. Les hiérarchies ne seront supprimées que si nous garantissons que les soins ne soient pas différents selon le genre ou la couleur de peau et qu'il ne soient pas inégalement distribués, insuffisamment reconnus, sous-payés ou sous-estimés.
- Nos communautés doivent normaliser la participation des hommes au travail de soin à la maison et attendre d'eux qu'ils participent dans la sphère familiale (pour prendre soin des enfants, des personnes âgées ou d'autres personnes dépendantes) ainsi qu'en dehors du foyer. Ce sera là un pas vers la justice sociale et entre les genres.
- Nos dirigeant-e-s doivent façonner une politique du soin qui accorde la priorité à la dignité humaine et aux droits humains, qui garantit les libertés et qui est activement responsable de l'inclusion et du bien-être de toutes et tous.
- Nos institutions doivent concevoir, mettre en œuvre et maintenir des systèmes, des lois et des normes fondés sur la solidarité, la reconnaissance et le respect, l'inclusion et le lien émotionnel, et qui permettent aux individus et aux communautés de s'épanouir.

3 PRENDRE SOIN DE LA PLANÈTE

*« Des valeurs comme l'attention et le partage sont essentielles pour construire un monde plus juste, plus équitable et plus durable. »
Peuples autochtones de la Terre-mère, Kari-Oca, 2012.*

Des décennies de politiques économiques néolibérales ont occasionné des dommages environnementaux, qui, selon l'organisation Christian Aid, ont coûté aux pays de 1 à 17 milliards de dollars par phénomène climatique extrême en 2018⁵³. Pour autant, les coûts économiques des dommages environnementaux ne sont pas représentés dans les budgets nationaux ou les produits intérieurs bruts (PIB)⁵⁴. Tandis que nous approchons d'un point de non-retour au niveau climatique, il est urgent de rendre visible et de valoriser la préservation de l'environnement comme un élément déterminant pour la justice climatique et ce, aux niveaux national et mondial.

La propagation du coronavirus dans le monde entier a rendu plus visible notre interconnectivité et a rassemblé de nombreux individus autour de l'expérience collective d'une urgence mondiale. La pandémie de coronavirus a des conséquences dévastatrices qui auront probablement comme effet de convaincre les communautés et les personnes que nous sommes toutes et tous étroitement lié-e-s⁵⁵, non seulement aux niveaux économique et social, mais aussi au niveau environnemental.

Pour les auteur-e-s du présent rapport, l'éthique du soin doit tenir une place centrale au sein des politiques et plans relatifs au climat mis-es en place aujourd'hui ainsi qu'après la pandémie. Nous encourageons des initiatives qui reconnaissent, redistribuent et rémunèrent le travail consistant à prendre soin de l'environnement entre les acteurs publics et privés et à travers les communautés et les genres, tout comme pour le travail de soin social. Nous soutenons les initiatives de jeunes activistes comme Friday for Future, dont les grèves sont motivées par la volonté de prendre soin de la planète et les un-e-s des autres⁵⁶. Nous sommes inspiré-e-s par des propositions comme celles du Green New Deal (États-Unis, H.Res.109, 2019)⁵⁷ ou de la ville d'Amsterdam adoptant l'économie du doughnut⁵⁸, qui reconnaissent que prendre soin du bien-être des communautés et de l'environnement est nécessaire pour prospérer. Nous appelons à réinventer nos sociétés, en accord avec le Feminist Green New Deal⁵⁹, de manière à reconnaître les communautés autochtones et les défenseur-e-s de l'environnement comme les principaux investisseurs et créateurs de richesse dans les budgets relatifs au bien-être, et non comme un risque pour la situation financière. Nous partageons une vision selon laquelle la nature de notre relation avec l'environnement n'est plus basée sur son exploitation mais sur sa préservation.

LES DISPARITES ENTRE LES GENRES DANS LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Beaucoup de spécialistes en écoféminisme et en éthique autochtone ont défendu que le soin est un élément déterminant de l'interdépendance entre les communautés, la société et l'environnement et que l'acte de prendre soin de quelqu'un ou de quelque chose devient essentiel pour les décisions environnementales lorsque l'objectif est d'aider les communautés à exercer leur pouvoir et à prendre soin des autres et de la planète⁶⁰. Prendre soin de la planète,

toutefois, est souvent perçu comme une attitude « féminine » rejetée par les systèmes machistes et fondés sur des valeurs patriarcales, qui dévalorisent et effacent le travail des femmes, donnant lieu à des disparités entre les genres en matière de préservation de l'environnement⁶¹. Étant donné l'urgence climatique actuelle, nous avons l'obligation de faire plus que de simplement compter les vulnérabilités et impacts différents selon le genre et de nous pencher plutôt sur les questions qui alimentent les inégalités environnementales, telles que les attitudes, normes et comportements différents selon le genre, à l'heure de prendre soin de la planète.

Comme le défend l'universitaire féministe Maria Mies, « trop souvent, le concept de nature a été utilisé pour expliquer les inégalités sociales ou les relations basées sur l'exploitation comme innées, et se trouvant par conséquent, hors de portée de tout changement social. »⁶². Le travail de soin, en tant que travail reproductif, a pour finalité de soutenir la vie. C'est un travail cyclique et régénérateur, mais il n'est pas « naturellement » propre à un genre. Pour cette raison, envisager la justice environnementale en mettant le soin au service de la justice sociale mobilise la même résistance politique à la marchandisation, à l'extraction et à l'exploitation des ressources naturelles.

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

L'extractivisme est intrinsèquement lié à l'exploitation coloniale et néocoloniale des communautés sociales et de leur environnement⁶³. Ce processus implique souvent de dominer les ressources écologiques et il est historiquement lié à la domination basée sur la couleur de peau, l'origine ethnique et le genre dans le but de générer un profit ou de créer des avantages pour les personnes qui exercent un pouvoir sur les autres⁶⁴.

Le profit avant tout, pour certaines personnes, est une chose que l'on rencontre dans l'agriculture industrielle et l'industrie alimentaire en général, qui s'est de plus en plus détachée des questions de besoins nutritionnels, de santé et de qualité de vie. Au nom de la productivité et de la recherche de profit, la durée de jachère a été réduite et les méthodes de production ont été intensifiées au-delà des limites requises pour la régénération naturelle⁶⁵. Tout cela a eu lieu avec peu d'amélioration au niveau des revenus et du bien-être des agriculteurs et agricultrices.

LES INEGALITES AU NIVEAU DES RESPONSABILITES ET DES IMPACTS DE L'URGENCE CLIMATIQUE

En 2015, Oxfam a publié un rapport soulignant que les 10 % les plus riches de la population mondiale génèrent la moitié de notre empreinte carbone mondiale⁶⁶. Toutefois, les coûts humains de l'urgence climatique ne sont pas équitablement répartis dans nos sociétés et économies profondément inégales. Au Mozambique par exemple, les catastrophes climatiques telles que le cyclone Idai frappent le plus durement les régions les plus pauvres du pays, qui sont les moins bien équipées pour faire face à leurs impacts. Les provinces durement touchées de Zambésie et de Sofala affichaient des taux de pauvreté dépassant les moyennes nationales (62 % et 50 % respectivement)⁶⁷.

Les mesures financières basées sur le marché, y compris les mécanismes d'assurance, les obligations et les prêts, ont été jusqu'à présent largement insuffisantes pour lutter contre les inégalités sous-jacentes relatives aux émissions de CO₂. Pour combler les écarts, il faut

prendre d'autres mesures, telles que des financements innovants et des mécanismes de protection sociale avec participation démocratique des personnes les plus touchées⁶⁸. Nous pensons que ces mécanismes, en particulier ceux qui se concentrent sur la protection sociale, doivent être guidés par une politique de préservation de l'environnement également, tenant compte du travail accompli, qu'il soit rémunéré ou non.

ASSURER LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Une société bâtie sur le soin demande un activisme climatique mondial en accord avec les appels pour la justice sociale et les droits humains, comme l'a fait FRIDA dans son travail visant à relier « la lutte pour nos territoires aux pratiques de soin et de guérison »⁶⁹. Cette lutte peut être une question de vie ou de mort, comme c'est cruellement le cas dans certains pays comme la Colombie, où des activistes des droits humains deviennent plus vulnérables sous le couvert de la réponse à la pandémie de COVID-19⁷⁰. Toutefois, cette approche relative au soin n'a reçu ni la reconnaissance ni l'attention qu'elle mérite, en comparaison avec l'activisme politique technocratique des pays du Nord, souvent dominé par des hommes.

Encadré 5. Le soin et l'environnement : des solutions pour avancer

Nous aspirons à un futur dans lequel le soin est une voie vers la justice sociale et les droits humains universels, et où en tant que tel, il est placé au centre de notre lutte pour la justice climatique, en faveur d'une planète plus verte, plus saine et revitalisée.

- Nos sociétés doivent revoir leurs valeurs et leurs comportements concernant la préservation de l'environnement. Elles doivent déconstruire les idéologies d'exploitation des ressources naturelles qui persistent et contribuent à l'urgence climatique. Nos sociétés continuent de considérer la marchandisation et la consommation comme des symboles de pouvoir (masculin) et la préservation de la sécurité climatique comme une faiblesse (féminine).
- Nos communautés doivent s'assurer que les inégalités, le soin et la voix des personnes qui le dispensent sont placés au centre de l'activisme climatique et de la promotion de solutions pour le climat.
- Un effort collectif est nécessaire afin de réinventer notre système économique. Nos dirigeant-e-s doivent collaborer avec des intellectuel-le-s, des activistes, des défenseur-e-s et des mouvements locaux en vue de redéfinir la nature, l'objectif, les pratiques et les mesures du système économique et de façonner une nouvelle approche écologiste féministe qui fasse progresser la justice sociale, économique et climatique.
- Une approche féministe favorisera la transformation des attitudes, des normes, des structures et des pratiques en faveur du bien-être individuel et collectif et d'une planète saine.

4 PRENDRE SOIN DE LA MAJORITE GRACE A UNE NOUVELLE PENSEE ECONOMIQUE

« Cette crise nous offre l'opportunité de déloger les inégalités structurelles et de recadrer l'économie politique qui a mené à ce point de non-retour. »

Déclaration de féministes africaines sur la reprise économique post COVID-19, 2020.

Nombre d'économistes et d'activistes féministes nous ont vivement encouragé-e-s à réfléchir à l'importance que revêt pour notre survie la fin des inégalités en matière de soin. Avant que la pandémie de COVID-19 ne soit déclarée, Ai-Jen Poo, l'organisatrice et la fondatrice de la National Domestic Workers Alliance aux États-Unis, considérait également que notre contexte politique offrait « l'opportunité unique de mettre à jour et de transformer la façon dont nous prenons soins les un-e-s des autres »⁷¹. Les recherches menées par l'Institute for Women's Policy Research sur la crise du soin aux États-Unis indiquent que la consolidation des emplois du secteur du soin est essentielle à la sécurité économique et au bien-être des soignant-e-s, qui sont principalement des femmes, notamment des femmes racisées⁷². L'importance de cette transformation est devenue d'autant plus évidente lors de la première vague de COVID-19 qui a été marquée dans de nombreux pays par des infrastructures publiques du soin sous-financées et insuffisantes.

Dans son rapport *Celles qui comptent* publié en 2020, Oxfam a calculé, à partir d'estimations très prudentes, que la valeur monétaire annuelle du travail de soin non rémunéré était de 10 800 milliards de dollars⁷³. En dehors de cela, toutefois, le travail de soin non rémunéré est souvent considéré comme « le secteur le plus important au monde »⁷⁴ car il est essentiel au bien-être social, à la vie même. Dans les zones rurales où l'infrastructure sociale publique manque déjà cruellement, les femmes et les personnes vivant dans la pauvreté accomplissent un travail de soin supplémentaire, souvent invisible, afin de compenser le manque d'alternatives et souvent sans en avoir le choix.

Depuis le début de la pandémie, les propositions en faveur d'une transformation économique et de l'innovation sociale affluent. De nombreuses organisations de défense des droits des femmes et de plaidoyer en matière de genre ont élaboré des réflexions ou publié des travaux sur le travail de soin⁷⁵, et de précédents rapports et études de cas sur l'économie féministe ont refait surface, défendant entre autres la socialisation du travail de soin de toute urgence. La Commission d'État d'Hawaï sur la condition des femmes a proposé un exemple de plan de relance économique féministe face au COVID-19 donnant la priorité au soin et aux personnes administrant le soin⁷⁶. Les articles sur la question se sont également multipliés. Le 3 avril 2020, par exemple, le comité éditorial du Financial Times a publié un article défendant la nécessité d'un « contrat social au profit de toutes et tous »⁷⁷. Le même mois, le Fonds monétaire international (FMI) a publié des blogs et des recommandations réclamant des économies plus vertes ainsi que des impôts sur la richesse afin de générer des recettes⁷⁸. Toutefois, l'aspect le plus remarquable du débat mondial fut le changement qui s'est opéré dans l'opinion publique, du moins dans certaines régions du monde, en faveur de l'idée radicale selon laquelle toutes les personnes, sans exception, méritent de recevoir des soins de façon égale et équitable et les aidant-e-s sont important-e-s et méritent que les pouvoirs publics investissent dans les infrastructures, les services, la protection sociale et les recettes nécessaires pour ce faire. En mai 2020, par exemple, YouGov a publié les résultats d'un enquête réalisée au Royaume-Uni

dans laquelle 80 % des répondant-e-s déclaraient qu'ils/elles souhaitaient que le pays accorde la priorité à la santé et au bien-être plutôt qu'à la croissance économique⁷⁹.

D'AUTRES MODELES ECONOMIQUES BASES SUR LE SOIN

L'intérêt accru pour d'autres modèles et systèmes économiques, comme l'économie circulaire, la décroissance ou le modèle du « doughnut »⁸⁰, nous aident à envisager un nouveau modèle économique centré sur le soin, dans lequel le progrès serait mesuré avec des indicateurs divers tels que le bien-être et l'élimination de la pauvreté de revenu, de la pauvreté en temps, des inégalités et de la sous-représentation de différents groupes. Le but de ce type de modèles est surtout de permettre à la communauté de s'épanouir en répartissant le travail de soin entre les femmes et les hommes, les classes socio-économiques, les groupes ethniques et les institutions privées et publiques. Ces modèles alternatifs ne sont pas purement de la théorie, ou sans rapport avec le contexte du COVID-19 : L'Islande, la Nouvelle-Zélande et Taiwan par exemple, ont déjà adopté des budgets nationaux qui donnent la priorité à des indicateurs du bonheur, du bien-être et/ou de la croissance inclusive plutôt qu'à la croissance du PIB. Par ailleurs, ces pays affichent des taux de mortalité liés au COVID-19 très bas jusqu'à présent ; vraisemblablement en partie pour avoir privilégié le bien-être à l'économie⁸¹.

LES OBSTACLES AU CHANGEMENT

La reprise économique qui a suivi la crise financière mondiale de 2008 s'est avérée difficile et douloureuse et les mesures et changements apportés n'étaient pas suffisamment radicaux pour traiter le problème à la racine ni pour faire face à la politique partisane⁸². Renoncer aux idéologies économiques traditionnelles qui empêchent les pensées féministes et les nouveaux courants de pensée économiques de devenir une tendance dominante demeure un défi colossal. Utiliser les ressources publiques pour prendre soin des communautés sans rien attendre en retour est une notion qui continue d'être stigmatisée par les personnes qui adhèrent aux idéologies fiscales conservatrices liées exclusivement au PIB et aux marges de profit. Le concept de « finances saines » sous-entend toujours que les dépenses publiques constituent un coût pour l'État dont seules les personnes privilégié-e-s devraient profiter, et non un investissement dans le bien-être et visant à satisfaire les besoins de toutes et de tous. Par exemple, la New Economics Foundation (NEF) du Royaume-Uni a montré comment les idéologies dominantes dans l'économie britannique, qui considèrent que la dette est dangereuse ou que l'aide sociale est une drogue, reflètent et reproduisent des attitudes sociétales plus larges qui déterminent les politiques économiques⁸³. De plus, en dépit de l'abondance de preuves de fraude et d'évasion fiscales de la part de multinationales et de personnes fortunées⁸⁴, le refus de taxer les plus riches afin de maintenir l'investissement étranger et de pouvoir faire face à la concurrence internationale prévaut dans de nombreux débats publics, alors que le souci de prendre soin des personnes est mis à l'index.

Au-delà de ces idéologies néfastes, il existe de nombreuses barrières qui empêchent une société démocratique d'envisager et de concrétiser le changement. Il faut notamment lutter contre la mainmise des entreprises sur les décisions de l'État, faire la promotion de la participation publique à l'heure d'établir les budgets, assurer une transparence totale et instaurer une fiscalité progressive. Faire tomber ces barrières permettrait de favoriser des transformations considérables au sein d'économies à revenu élevé et faible à la fois afin d'élever le niveau et de garantir les droits de toutes et tous.

LA TRANSFORMATION PENDANT LA RELANCE QUI SUCCEDERA AU CORONAVIRUS

Une fiscalité progressive et des dépenses publiques suffisantes sont des outils nécessaires afin de réduire les inégalités. Comme l'explique Oxfam dans son rapport paru en 2020, *Le prix de la dignité*, la réponse à la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19 requiert des mesures qui visent à « promouvoir un nouveau contrat social entre les citoyen-ne-s, les gouvernements et le marché, à réduire radicalement les inégalités et à poser les bases d'une économie davantage centrée sur l'humain. »⁸⁵. Les organisations féministes ont soutenu la campagne pour un plan de relance féministe qui place en son centre la santé et le bien-être des communautés⁸⁶. De la même façon, une pétition européenne appelle à l'investissement dans le soin ainsi qu'à un pacte européen sur la question (Care Deal for Europe)⁸⁷. D'autres, à l'instar de l'économiste Mariana Mazzucato, proposent que le secteur privé partage la responsabilité avec l'État de la transformation des partenariats public-privé, générant des bénéfices partagés en faveur des communautés plutôt que des profits⁸⁸. Plutôt que de passer de la relance à un retour à l'ancienne « normalité », nous devons appeler au changement et surtout, à la transformation. Le meilleur point de départ est sans doute de se concentrer sur une fourniture de soin à grande échelle : par tout le monde et pour tout le monde.

Encadré 6. Le soin et la transformation économique : des solutions pour avancer

L'idéologie économique doit évoluer afin d'inclure le soin et le bien-être dans une nouvelle pensée économique et des pratiques permettant l'équité et la réalisation des droits humains universels.

- Dans notre futur féministe, le soin, essentiel à la vie et au respect des droits, est le fondement des sociétés et profite à toutes et tous. Il est fourni et partagé par toutes et tous, dans le cadre d'un nouveau contrat social. L'aspect émotionnel et physique du travail de soin, en tant qu'élément essentiel à tous les êtres humains et sociétés, doit être partagé par tous les genres et ne plus être associé à des caractéristiques de féminité ou de genre.
- Nos communautés doivent réimaginer et redéfinir les systèmes de production et de distribution ainsi que le travail et le bien-être individuel et social. Elles doivent s'attaquer aux questions d'équité dans la rémunération et la reconnaissance et de protection sociale universelle.
- Nos dirigeant-e-s doivent faire preuve de solidarité avec les aidant-e-s, y compris celles et ceux qui sont peu rémunéré-e-s et non rémunéré-e-s, en s'assurant qu'ils/elles reçoivent le soutien nécessaire et que la charge de travail de soin est réduite et redistribuée de manière gratuite, accessible et sûre, et garantissant l'accès aux soins pour toutes les personnes en ayant besoin. Les dirigeant-e-s doivent impérativement s'engager en faveur de politiques de fiscalité progressive et d'investissement de l'État dans les infrastructures sociales et de soin afin de garantir que les aidant-e-s puissent s'épanouir et que les soins nécessaires soient fournis.

- Nos institutions doivent regarder au-delà de la croissance du PIB comme indicateur de santé économique et s'intéresser plutôt au bien-être environnemental et social comme mesure de l'efficacité économique. Elles doivent investir dans des infrastructures accessibles, de qualité, gratuites et publiques, qui assurent la dignité de toutes et tous et qui garantissent des soins et protections sociales universelles, y compris des congés parentaux payés, la prise en charge des enfants et des personnes âgées, l'aide au chômage, des soins de santé, une compensation pour le travail de soin non rémunéré, une aide sociale, des centres communautaires et de jeunes, des écoles et des centres artistiques et culturels.

Tant que nous n'atteignons pas les objectifs susmentionnés, nous devons impérativement continuer à faire campagne pour protéger les droits des soignant-e-s, sécuriser leurs revenus, partager leur travail, améliorer leur sécurité et faire entendre leurs voix en finançant des organisations de défense des droits des femmes, des syndicats de soignant-e-s et des mouvements féministes.

5 COMMENT AVANCER : SOINS, JUSTICE SOCIALE ET DROITS HUMAINS POUR TOUTES ET TOUS

*« Au cours de l'histoire, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à réinventer leur univers. En cela, la pandémie actuelle n'est pas différente des précédentes. C'est un portail entre le monde d'hier et le prochain. »
Arundhati Roy, Financial Times, 2020.*

Face à la crise du coronavirus, nous sommes conduit-e-s (par curiosité, par optimisme ou par simple pragmatisme) à chercher des démonstrations d'humanité et de gentillesse et à espérer qu'elles soient le début d'une trajectoire centrée sur le soin en faveur de la justice sociale et des droits humains pour toutes et tous. Bien que la liste suivante ne soit pas exhaustive, elle propose plusieurs mesures dans cette optique :

- **Repenser notre vision et notre valorisation du travail et des travailleurs et travailleuses** : le statut et la protection sociale que nous accordons à différents types d'emplois, qu'ils soient formels ou informels et rémunérés ou non rémunérés, comment le travail et les travailleurs et travailleuses peuvent contribuer davantage au bien-être social, notre relation avec le travail, le partage du travail non rémunéré et la possibilité de pouvoir choisir d'entreprendre ce travail ou non, et notre compensation du travail. En Finlande⁸⁹ et en Nouvelle-Zélande⁹⁰, par exemple, les employeurs sont encouragés à passer à la semaine de quatre jours au nom de la responsabilité sociale et comme moyen solidaire de maintenir les niveaux d'emploi face à la récession économique tout en libérant du temps pour que les employé-e-s participent au travail non rémunéré du foyer et à la vie communautaire. La plateforme de solidarité mondiale du réseau WIEGO appelle à des investissements à long terme, afin de reconstruire les économies en tenant compte du fait que la main-d'œuvre de l'économie informelle, en particulier les femmes, soutient les ménages, les communautés et les économies, qu'elle est essentielle à la reconstruction des chaînes de valeur locales et qu'elle demande la garantie de normes de travail décentes dans tous les secteurs⁹¹.
- **Investir dans les infrastructures et services sociaux et assurer l'accès universel à ces derniers, y compris l'éducation, le logement, la santé et plus généralement les services de santé ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs**. Les services de soin doivent être de haute qualité, aider à réduire le travail de soin non rémunéré, libérer du temps et offrir des choix aux femmes et impliquer les hommes. Les analyses indiquent que l'investissement dans les services de soin, comme l'aide sociale et les services de garderie, est un moyen à la fois écologique et féministe de favoriser le relèvement. Par exemple, le Women's Budget Group (Royaume-Uni) affirme qu'« un investissement dans le soin permettrait de créer 2,7 fois plus d'emplois que le même investissement dans le secteur de la construction, principalement au profit des femmes, de recouvrir 50 % de recettes fiscales supplémentaires et de réduire de 30 % les émissions. »⁹². L'éducation doit offrir à tou-te-s les jeunes les connaissances et les outils nécessaires pour remettre en question les rôles de genre, bousculer les inégalités et devenir des citoyennes et citoyens actifs/ves et engagé-e-s. En Argentine, certaines villes ont relogé des communautés sans abri dans des hôtels offrant des services complets, appliquant un gel des loyers et empêchant les expulsions⁹³. Enfin, les services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs doivent être mis à disposition de toutes les personnes en ayant besoin.
- **Repenser les infrastructures et accélérer la transition vers des sociétés et des secteurs à faibles émissions de CO₂**. Il faut passer à des secteurs de l'énergie et du soin

plus verts et réclamer et réhabiliter les sites naturels et les espaces communautaires, y compris les réserves nationales et les parcs communautaires. Il faut remettre les espaces verts publics au service des citoyennes et citoyens, et pas seulement dans les zones habitées par la classe moyenne supérieure ou pour les élites. Les émissions de CO₂ et la qualité de l'air doivent être radicalement améliorées en augmentant considérablement l'utilisation du vélo, les déplacements à pied et les modes de transport à faible densité comme le train ou le bus et en réduisant la distance des trajets vers le lieu de travail. Certaines des plus grandes économies et villes du monde ouvrent déjà la voie, comme Londres, qui libère des routes au profit des piéton-ne-s et des cyclistes⁹⁴. Il faut donner accès en priorité à des sites de loisir et de soin, comme les parcs et les aires de jeu, les centres communautaires pour la participation sociale et civique ainsi que pour le divertissement et le sport.

- **Réinventer la pensée et les pratiques économiques en faveur de la justice sociale, de la cohésion et du bien-être de toutes et tous.** Les impôts et les investissements doivent être définis par le biais d'une élaboration participative des budgets et la pression fiscale ne doit plus peser sur le travail mais sur la richesse, les profits et les émissions de CO₂. Les impôts des ménages et personnes à faible revenu doivent être annulés ou différés, comme en Uruguay, où les impôts des marchand-e-s de rue font partie de ceux qui ont été momentanément suspendus⁹⁵. Les entreprises doivent privilégier la création de valeur collective et de résilience à celle du profit et accorder la priorité aux employé-e-s et à leur famille, aux client-e-s et aux communautés plutôt qu'aux actionnaires. Les multinationales doivent payer leur juste part d'impôt dans le pays de production, sans effectuer de lobbying ou exercer une influence afin d'obtenir un traitement de faveur. De nombreux pays ont déjà refusé de renflouer des entreprises enregistrées dans un paradis fiscal⁹⁶.
- **Créer des politiques de sécurité mondiales centrées sur l'humain, sur la paix et la justice en garantissant que les femmes et les jeunes soient activement engagé-e-s dans leur développement. Privilégier des solutions diplomatiques, une inclusion et une coopération internationales garantissant le droit des personnes à vivre sans violence, discrimination, persécution ou exploitation.** Les structures de pouvoir coloniales, racistes, patriarcales, élitistes et dominées par les hommes doivent être transformées au profit d'une nouvelle architecture féministe. Nous considérons que l'acte de solidarité mondiale ultime serait de voir la communauté internationale et toutes les parties à un conflit mettre de côté leurs différences et instaurer un cessez-le-feu mondial⁹⁷ ; et de voir les pays s'unir en faveur du développement d'un vaccin contre le COVID-19 ainsi que de traitements et de tests sans brevet, produits en masse, distribués équitablement et mis à la disposition de toutes les personnes, dans tous les pays, gratuitement⁹⁸.
- **Définir de nouveaux standards de « bonne gouvernance » - publique et privée - mus par le concept de leadership féministe, collectif et transformateur,** menant à des décisions prises au niveau le plus bas possible, et privilégiant le bien-être des communautés à la richesse personnelle et des entreprises. Ces standards doivent être ancrés dans la diversité des voix et dans l'activisme civique et politique, et assurer une prise de décision transparente, collective et basée sur des éléments probants. Surtout, ils doivent être fondés sur la compréhension publique profonde des histoires et des dynamiques d'oppression et des luttes pour les droits humains et les libertés. Pendant la réponse à la pandémie, nous avons vu des exemples de leadership des femmes et de réponses fructueuses, comme en Allemagne, au Portugal, à Taïwan, en Nouvelle-Zélande et en Finlande, où les dirigeantes ont donné la priorité à des actions rapides et complètes afin d'endiguer la propagation du virus, en faisant preuve de transparence et de clarté face à leurs citoyen-ne-s⁹⁹.

NOTES

- ¹ Global Health 50/50. *Men, Sex, Gender and COVID-19*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://globalhealth5050.org/covid19/men-sex-gender-and-covid-19/>
- ² Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.washingtonpost.com/es/post-opinion/2020/04/13/mexico-abandona-las-mujeres-violentadas-en-esta-contingencia/>
- ³ Dernière consultation en juin 2020 : <https://g1.globo.com/sp/sao-paulo/noticia/2020/04/28/pretos-tem-62percent-mais-chance-de-morrer-por-covid-19-em-sao-paulo-do-que-brancos.ghtml>
- ⁴ Selon Indepaz (dernière consultation en juin 2020 : <http://www.indepaz.org.co/>). Depuis le 24 mars, jour où le confinement est entré en vigueur, 68 responsables communautaires ont été assassiné-e-s (7 femmes, 16 personnes issues de peuples autochtones, 5 personnes afrodescendantes, 24 agriculteurs et agricultrices, 7 dirigeant-e-s civiques et 9 leaders communautaires).
- ⁵ Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.hrw.org/news/2020/05/21/hungary-ends-legal-recognition-transgender-and-intersex-people>
- ⁶ HRC. (2020). *The Economic Impact of Covid-19 on the LGBTQ Community*. https://assets2.hrc.org/files/assets/resources/COVID19-EconomicImpact-IssueBrief-042220.pdf?_ga=2.169186401.1174201493.1589206693-124555597.1585079069. Dernière consultation en juin 2020]
- ⁷ ASAM (2020). *Sectoral Analysis of the Impacts of COVID-19 Pandemic on Refugees Living in Turkey*. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/76639>
- ⁸ Oxfam. (2020). *Celles qui comptent : Le travail de soin peu ou non rémunéré et la crise des inégalités dans le monde*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928>
- ⁹ S. Newsome. (27 avril 2020). *Coronavirus Bailouts Will Cost Taxpayers Hundreds of Billions of Dollars – Unlike Past Corporate Rescues That Actually Made Money for the US Treasury*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://theconversation.com/coronavirus-bailouts-will-cost-taxpayers-hundreds-of-billions-of-dollars-unlike-past-corporate-rescues-that-actually-made-money-for-the-us-treasury-136138>
- ¹⁰ M. Stevenson. (6 mai 2020). *Amid Pandemic, Mexico to Cut Funds for Women’s Shelters*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://apnews.com/a674df71bef62f4ef9d466b8d12bc28b>
- ¹¹ C. Crudo Blackburn et L. Ruyle. (27 mai 2020). *How Leadership in Various Countries has Affected COVID-19 Response Effectiveness*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://theconversation.com/how-leadership-in-various-countries-has-affected-covid-19-response-effectiveness-138692>
- ¹² Amnesty International. (27 novembre 2019). *Slovaquie: le droit à l’avortement est menacé*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR72/1482/2019/fr/>
- ¹³ S. Tisdall. (26 avril 2020) *From Trump to Erdoğan, men who behave badly make the worst leaders in a pandemic*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/26/trump-to-erdogan-men-who-behave-badly-make-worst-leaders-pandemic-covid-19>
- ¹⁴ P. Rohela, A. Bhan, D. Ravindranath, D.L. Bose et S. Pathare. (2020). *Must there be a “war” against coronavirus? Indian Journal of Medical Ethics*, V(3), 222-226. Dernière consultation en juin 2020 : <https://ijme.in/wp-content/uploads/2020/06/Must-there-be-a-“war”-against-coronavirus222-226.pdf>
- ¹⁵ T. Walker. (24 juillet 2018). *The Rise of Strongman Politics*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.latrobe.edu.au/news/articles/2018/opinion/the-rise-of-strongman-politics>
- ¹⁶ H. Lewis. (6 mai 2020). *The Pandemic Has Revealed the Weakness of Strongmen*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2020/05/new-zealand-germany-women-leadership-strongmen-coronavirus/611161/>
- ¹⁷ S. Tisdall. (26 avril 2020) *From Trump to Erdoğan, men who behave badly make the worst leaders in a pandemic*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/26/trump-to-erdogan-men-who-behave-badly-make-worst-leaders-pandemic-covid-19>
- ¹⁸ M. Ghiabi. (17 avril 2020). *Mutual Aid and Solidarity in Iran during the COVID-19 Pandemic*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://merip.org/2020/04/mutual-aid-and-solidarity-in-iran-during-the-covid-19-pandemic/>
- ¹⁹ ONU Femmes. (21 avril 2020). *Advice From Activists: How COVID-19 is changing climate activism for young women*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/compilation-covid-19-and-climate-activism>
- ²⁰ <https://thepeoplesbailout.org/> Dernière consultation en juin 2020.
- ²¹ C. Gilligan. (2018). *Moral Orientation and Moral Development [1987]*. DOI : 10.4324/9780429499463
- ²² E. Glenn. (2000). *Creating a Caring Society*. *Contemporary Sociology*, 29(1), 84–94. Dernière consultation en juin 2020 : www.jstor.org/stable/2654934
- ²³ M. Fine. (2015). *Cultures of Care*. *Routledge Handbook of Cultural Gerontology*, 269–276.

- ²⁴ Oxfam. (2020). *Celles qui comptent : Le travail de soin peu ou non rémunéré et la crise des inégalités dans le monde*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928>
- ²⁵ J. Charmes. (2019). *The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys*. Genève : Organisation internationale du Travail. Dernière consultation en juin 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_732791.pdf
- ²⁶ OIT (2017) *Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Dernière consultation en juin 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633167.pdf
- ²⁷ Ai-Jen Poo est directrice générale de la National Domestic Workers Alliance et codirectrice de la coalition *Caring Across Generations*. A-J. Poo. (2 avril 2020). *This Is Our (Caring) Revolution*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://onbeing.org/programs/ai-jen-poo-this-is-our-caring-revolution/>
- ²⁸ A. Batnitzky et L. McDowell. (2011). *Migration, nursing, institutional discrimination and emotional/affektive labour: ethnicity and labour stratification in the UK National Health Service*. *Social & Cultural Geography - SOC CULT GEOGR.* 12. 181-201 ; Y. Gunaratnam. (2008). *Ethnicity and Inequalities in Health and Social Care* 1(1): 9-17 ; D. Engster. (2007). *The Heart of Justice: Care Ethics and Political Theory*. New York : Oxford University Press ; V. Held. (2006) *Ethics of Care: Personal, Political and Global*. New York : Oxford University Press. Dans C. Koggel. et J. Orme. (2019). *Care Ethics: New Theories and Applications*. Londres : Routledge
- ²⁹ G. Pratt. (1999) *From registered nurse to registered nanny: Discursive geographics of Filipina domestic workers in Vancouver, BC*. *Economic Geography* 75 (3): 215-236 ; H. Graham. (2007), *Unequal Lives: Health and Socioeconomic Inequalities*. Buckingham : Open University Press
- ³⁰ Hondagneu-Sotelo, Pierrette. (2001). *Doméstica: Immigrant Workers Cleaning and Caring in the Shadows of Affluence*. Berkeley : University of California Press.
- Oxfam. (2020). *Celles qui comptent : Le travail de soin peu ou non rémunéré et la crise des inégalités dans le monde*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928>
- ³¹ Oxfam (2020). *Le travail de soin aux temps du coronavirus*. Dernière consultation en juin 2002 : <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-fr.pdf>
- ³² C. Hupkau et B. Petrongolo. (2020). *Work, Care and Gender During the Covid-19 Crisis*. Dernière consultation en juin 2020 : <http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/cepcovid-19-002.pdf>
- ³³ Par exemple : <https://www.nytimes.com/2020/03/22/us/politics/coronavirus-economy-shutdown.html>. Dernière consultation en juin 2020.
- ³⁴ N. Kabeer. (18 mai 2020). *Labour Market Inequalities are Exacerbated by COVID-19*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://blogs.lse.ac.uk/covid19/2020/05/18/naila-kabeer-labour-market-inequalities-are-exacerbated-by-covid-19/>
- ³⁵ M. Waring. (1990). *If Women Counted: A new feminist economics*. San Francisco : Harper Collins Publishers.
- ³⁶ Oxfam, Promundo-US et MenCare. (2020). *Caring Under COVID-19: How the Pandemic Is – and Is Not – Changing Unpaid Care and Domestic Work Responsibilities in the United States*. Boston : Oxfam, et Washington, DC : Promundo-US.
- ³⁷ Promundo. (2019). *Men, Masculinities and Gender Equality*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://promundoglobal.org/what-we-know-about-men-masculinities-and-gender-equality/>
- ³⁸ Oxfam (2016). *Factors and Norms Influencing Unpaid Care Work*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/10546/620145/1/er-household-care-survey-wecare-151116-en.pdf>
- ³⁹ Oxfam. (2014). *Quick Guide to Power Analysis*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/quick-guide-to-power-analysis-313950>
- ⁴⁰ Peggy McIntosh, féministe et activiste de renom, propose la définition suivant du terme « privilège » : « un avantage non mérité, grâce auquel des personnes, des groupes ou des concepts sont mis-es en avant, promu-e-s, ont droit au bénéfice du doute, sont considéré-e-s comme responsables, censé-e-s et méritant pleinement le soutien et le respect de la société, en vertu de qualités positives qui leur sont associées ou attribuées, sans considération des impacts et actions réel-le-s de ces personnes ou idées. ».
- K. Case. (2013). *Deconstructing Privilege: Teaching and learning as allies in the classroom*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.routledge.com/Deconstructing-Privilege-Teaching-and-Learning-as-Allies-in-the-Classroom/Case/p/book/9780415641463>
- ⁴¹ S. Jackson. (2006). *Interchanges: Gender, sexuality and heterosexuality: The complexity (and limits) of heteronormativity*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1464700106061462>

- ⁴² P. Mlambo-Ngcuka. (6 avril 2020). *La violence à l'égard des femmes, cette pandémie fantôme*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>
- ⁴³ N. Martin et C. Mayorga. (30 avril 2020). *Violentadas en cuarentena*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://violentadasencuarentena.distintaslatitudes.net/una-mirada-latinoamericana/>
- ⁴⁴ ONU Femmes. (2002). *Gendered Effects of Covid-19 in Asia and the Pacific*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://data.unwomen.org/resources/surveys-show-covid-19-has-gendered-effects-asia-and-pacific>
- ⁴⁵ C. Gilligan. (2018). *Moral Orientation and Moral Development [1987]*. DOI : 10.4324/9780429499463
- A. Bailey et C.J. Cuomo. (2008). *The Feminist Philosophy Reader*. Boston : McGraw-Hill.
- ⁴⁶ N. Noddings. (1984). *Caring: A feminine approach to ethics and moral education*. Berkeley : University of California Press.
- ⁴⁷ V. Held. (2006). *Ethics of Care*. Oxford : Oxford University Press.
- ⁴⁸ E. Conradi. (2015). *Redoing Care: Societal transformation through critical practice*. *Ethics and Social Welfare*, 9(2), 113–129. DOI : 10.1080/17496535.2015.1005553
- ⁴⁹ P. Raghuram. (2019). *Race and Feminist Care Ethics: Intersectionality as method*. *Gender, Place & Culture*, 26(5), 613–637, DOI : 10.1080/0966369X.2019.1567471
- ⁵⁰ A. Botes. (2000). *A Comparison Between the Ethics of Justice and the Ethics Of Care*. *J Adv Nurs*, 32(5), 1071–1075. DOI : 10.1046/j.1365-2648.2000.01576.x
- ⁵¹ *The Combahee River Collective Statement*. Dernière consultation en juin 2020 : <http://circuitous.org/scraps/combahee.html>
- ⁵² V. Held. (2010). *Can the Ethics of Care Handle Violence?* *Ethics and Social Welfare*, 4(2), 115–129.
- ⁵³ K. Kramer et J. Ware. (2019). *Counting the Cost 2019: A year of climate breakdown*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2019-12/Counting-the-cost-2019-report-embargoed-27Dec19.pdf>
- ⁵⁴ Chalmers. (N.d.). *Global Standard Counts the Cost of Environmental Damage*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.chalmers.se/en/departments/tme/news/Pages/New-global-standard-counts-the-cost-of-environmental-damage.aspx>
- ⁵⁵ A. Wyns. (2 avril 2020). *How Our Responses to Climate Change and the Coronavirus Are Linked?* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/climate-change-coronavirus-linked/>
- ⁵⁶ Fridays For Future. *Who We Are*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://fridaysforfuture.org/what-we-do/who-we-are/>
- ⁵⁷ H.Res.109 – Recognizing the duty of the Federal Government to create a Green New Deal. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-resolution/109/text>
- ⁵⁸ Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.circle-economy.com/insights/the-amsterdam-city-doughnut-a-tool-for-transformative-action>
- ⁵⁹ Dernière consultation en juin 2020 : <http://feministgreennewdeal.com/>
- ⁶⁰ K. Whyte et C.J. Cuomo. (2016). *Ethics of Caring in Environmental Ethics: Indigenous and feminist philosophies*. *The Oxford Handbook of Environmental Ethics*. Dernière consultation le 25 juin 2020 : <https://ssrn.com/abstract=2770065>
- ⁶¹ E. Hunt. (6 février 2020). *The Eco Gender Gap: Why is saving the planet seen as women's work?* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/environment/2020/feb/06/eco-gender-gap-why-saving-planet-seen-womens-work>
- ⁶² M. Mies. (1981). *Social Origins of the Sexual Division of Labour*. Institute of Social Studies Occasional Papers, No. 85. La Haye. Institute of Social Studies. Dernière consultation en juin 2020 : <https://core.ac.uk/reader/18507560>
- ⁶³ A. Acosta. (N.d.). *Extractivism and Neoextractivism: Two sides of the same curse*. Dernière consultation en juin 2020 : https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_extractivism.pdf
- ⁶⁴ J. Preston. (2017). *Racial Extractivism and White Settler Colonialism: An Examination of the Canadian Tar Sands mega-projects*, *Cultural Studies* 31(2), 353-375. <https://www.tandfonline.com/doi/10.1080/09502386.2017.1303432> ; M. Villarreal et E. E. Munoz. 2020. *Extractivism and Resistance in Latin America and the Caribbean*. Open Democracy. <https://opendemocracy.net/en/democraciaabierta/luchas-resistencias-y-alternativas-al-extractivismo-en-america-latina-y-caribe-en/>
- ⁶⁵ L. Spinner. (28 mars 2020). *Is Factory Farming to Blame for Coronavirus?* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/28/is-factory-farming-to-blame-for-coronavirus>
- ⁶⁶ T. Gore. (2015). *Inégalités extrêmes et émissions de CO₂ : Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables*. Dernière consultation en juin 2020 :

<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/582545/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf?sequence=13>

- ⁶⁷ Oxfam. (2019). *Qui fait les frais du réchauffement ? Témoignages inédits sur la crise climatique dans la Corne de l'Afrique et au Mozambique*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.oxfam.org/fr/publications/qui-fait-les-frais-du-rechauffement>
- ⁶⁸ H. Kaur Paul. (17 septembre 2019). *How Can We Think About Climate Change Financing Within a Climate of Inequality?* Dernière consultation en juin 2020 : <https://oxfamblogs.org/fp2p/how-can-we-think-about-climate-change-financing-within-a-climate-of-inequality/>
- ⁶⁹ Dernière consultation en juin 2020 : <https://youngfeministfund.org/2019/02/how-do-feminism-care-practices-and-climate-activism-connect/>
- ⁷⁰ Selon Indepaz (consulté à l'adresse : <http://www.indepaz.org.co/>), en 2020, 150 leaders et défenseur-e-s sociaux/sociales ont été assassiné-e-s (14 femmes, 49 personnes issues de peuples autochtones, 8 personnes afrodescendantes, 53 agriculteurs et agricultrices, 18 dirigeant-e-s civiques, 12 leaders communautaires et 2 mineurs).
- ⁷¹ A-J. Poo. (2 avril 2020). *This Is Our (Caring) Revolution*. Op. cit.
- ⁷² Dernière consultation le 25 juin 2020 : <https://iwpr.org/publications/future-care-work-jobs/>
- ⁷³ Oxfam. (2020). *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf>
- ⁷⁴ Oxfam. (N.d.). *Toutes les inégalités ne sont pas visibles : la véritable valeur du travail de soin*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.oxfam.org/fr/toutes-les-inegalites-ne-sont-pas-visibles-la-veritable-valeur-du-travail-de-soin>
- ⁷⁵ Voir : <http://www.iaffe.org/covid19-pandemic/>
- ⁷⁶ Dernière consultation en juin 2020 : <https://humanservices.hawaii.gov/wp-content/uploads/2020/04/4.13.20-Final-Cover-D2-Feminist-Economic-Recovery-D1.pdf>
- ⁷⁷ Financial Times. (3 avril 2020). *Virus Lays Bare the Frailty of the Social Contract*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- ⁷⁸ Dernière consultation en juin 2020 : <https://blogs.imf.org/2020/04/20/a-global-crisis-like-no-other-needs-a-global-response-like-no-other/> et <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/covid19-special-notes/special-series-on-covid-19-tax-issues-an-overview.ashx>
- ⁷⁹ S. Youel. (11 mai 2020). *New Polling: Only 12% want UK to prioritise economic growth over wellbeing*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://positivemoney.org/2020/05/new-polling-only-12-want-uk-to-prioritise-economic-growth-over-wellbeing/>
- ⁸⁰ L'économie circulaire : la fin de vie d'un produit est prise en compte dès le début (Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.circulareconomyclub.com/gd-home/what-is-the-circular-economy/>). Le modèle de décroissance : passer du modèle ciblant la croissance du PIB à une réduction de la taille matérielle de l'économie, la redistribution des bénéfices et à des valeurs communes propices au soin, à la solidarité et à l'autonomie. (Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.degrowth.info/en/what-is-degrowth/>). Le modèle du « doughnut » : faire en sorte que les économies répondent aux besoins de base des personnes, tout en respectant les limites de l'environnement (Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.kateraworth.com/doughnut/>).
- ⁸¹ L. Coscieme et al. (26 mai 2020). *Women in Power: Countries with female leaders suffer six times fewer Covid deaths and will recover sooner from recession*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/women-power-countries-female-leaders-suffer-six-times-fewer-covid-deaths-and-will-recover-sooner-recession/>
- ⁸² L. Savage. (2019). *The Politics of Social Spending After the Great Recession: The return of partisan policy making*. *Governance*, 32(1). Dernière consultation en juin 2020 : <https://doi.org/10.1111/gove.12354>
- ⁸³ New Economics Foundation. (2013). *Framing the Economy: The austerity story*. Dernière consultation en juin 2020 : https://b3cdn.net/nefoundation/a12416779f2dd4153c_2hm6ixryj.pdf
- ⁸⁴ N. Shaxson (2019) *Haro sur les paradis fiscaux*. FMI Finances et Développement. Septembre 2019. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2019/09/pdf/fd0919f.pdf>
- ⁸⁵ Oxfam. (2020). *Le prix de la dignité : Un « plan de sauvetage pour tou-te-s » pour endiguer les ravages économiques de la crise du coronavirus et rebâtir un monde plus égalitaire*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-prix-de-la-dignite>
- ⁸⁶ Dernière consultation le 25 juin 2020 : <https://twitter.com/AWID/status/1267292613813637122>
- ⁸⁷ <https://www.womenlobby.org/European-Women-s-Lobby-calls-for-a-solid-gender-equality-Pillar-of-Social> Dernière consultation le 25 juin 2020 :
- ⁸⁸ M. Mazzucato. (18 mars 2020). *The Covid-19 Crisis Is A Chance To Do Capitalism Differently*. Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/mar/18/the-covid-19-crisis-is-a-chance-to-do-capitalism-differently>

- ⁸⁹ A. Spicer. (6 janvier 2020). *Will Finland Introduce a Four-Day Week? Is it the secret of happiness?* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/money/shortcuts/2020/jan/06/finland-is-planning-a-four-day-week-is-this-the-secret-of-happiness>
- ⁹⁰ E. Ainge Roy. (20 mai 2020). *Jacinda Ardern Flags Four-Day Working Week as Way to Rebuild New Zealand After Covid-19.* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.theguardian.com/world/2020/may/20/jacinda-ardern-flags-four-day-working-week-as-way-to-rebuild-new-zealand-after-covid-19>
- ⁹¹ *COVID-19 and the World's Two Billion Informal Economy Workers A WIEGO Network Global Solidarity Platform May 1, 2020.* Dernière consultation en août 2020 : https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/COVID-19_WIEGO_Network_Global_Platform.pdf
- ⁹² <https://wbq.org.uk/analysis/reports/a-care-led-recovery-from-coronavirus/>
- ⁹³ U. Gentilini et al. (2020). *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A real-time review of country measures.* Dernière consultation en juin 2020 : http://www.ugogentilini.net/wp-content/uploads/2020/04/Country-social-protection-COVID-responses_April3-1.pdf
- ⁹⁴ *Mayor's bold new Streetspace plan will overhaul London's streets.* Dernière consultation le 25 juin 2020 : <https://www.london.gov.uk/press-releases/mayoral/mayors-bold-plan-will-overhaul-capitals-streets>
- ⁹⁵ Montevideo Portal. (20 mars 2020). *Te Anoto, Pagás Después : La Intendencia "disminuyó la presión fiscal" en el marco de la emergencia por coronavirus.* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.montevideo.com.uy/Noticias/La-Intendencia-disminuyo-la-presion-fiscal-en-el-marco-de-la-emergencia-por-coronavirus-uc747664>
- ⁹⁶ J. Harper. (29 avril 2020). *EU Split Over Halting Bailouts for Tax Haven Firms.* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.dw.com/en/eu-split-over-halting-bailouts-for-tax-haven-firms/a-53278756>
- ⁹⁷ Dernière consultation le 25 juin 2020 : <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/covid-19-lappel-du-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-lonu-pour-une-tr%C3%A8ve-mondiale-gagne-le>
- ⁹⁸ *Open Letter: Uniting Behind A People's Vaccine Against COVID-19.* Dernière consultation en juin 2020 : <https://medium.com/@Oxfam/uniting-behind-a-peoples-vaccine-against-covid-19-87eec640976>
- ⁹⁹ A. Wittenberg-Cox. (13 avril 2020). *What Do Countries With The Best Coronavirus Responses Have In Common? Women leaders.* Dernière consultation en juin 2020 : <https://www.forbes.com/sites/avivawittenbergcox/2020/04/13/what-do-countries-with-the-best-coronavirus-reponses-have-in-common-women-leaders/#55d3e49a3dec>

Documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur-e et pas forcément celles d'Oxfam.

Ce rapport a été rédigé par Kim Piaget, Clare Coffey, Sebastián Molano, Maria José Moreno et édité par Rosario Castro, Kaitlyn Henderson, Namalie Jayasinghe, Anam Parvez Butt, Hadeel Qazzaz, Helen Wishart et Mayssam Zaaroura. Nous remercions Julie Thekkudan, Gopika Bashi, Mamata Dash, Gawain Kripke, Rashmi Mistry, Amita Pitre, Kimberly Pfeifer, Ed Pomfret, Alively Ramisetty, Sengul Akar, Deepak Xavier, Sandra Sotelo Reyes et d'autres membres de la plateforme internationale de justice de genre d'Oxfam pour leurs précieux commentaires et aide.

Pour obtenir plus d'informations ou pour réagir à ce document, envoyez un courriel à advocacy@oxfaminternational.org

© Oxfam International septembre 2020

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-634-8 en septembre 2020.

DOI : 10.21201/2020.6348

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 67 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)	KEDV (www.kedv.org.tr/)